

## LA PROBLEMATIQUE DES RISQUES EMERGENTS EN AFRIQUE

Dans les pays émergents, des facteurs socioculturels remettent en question les idées préconçues quant aux risques qui pourraient exister, sur leur importance et sur le choix de réponses les mieux adaptées, et en particulier les risques émergents. Certaines grandes entreprises, en particulier les assureurs, ont connu des problèmes en essayant d'appliquer des méthodes « occidentales » au management du risque en Afrique, pour les raisons suivantes :

**L'illusion d'« une seule Afrique » :** Les organismes qui visent à investir en Afrique commencent avec les pays les plus « sûrs », tels que l'Afrique du Sud, et essaient ensuite de s'étendre à travers le reste du continent. Mais chaque pays en Afrique a ses propres spécificités en termes de culture locale des entreprises, d'éthique et de coutumes – même dans les pays apparemment « occidentalisés ».

**Les priorités erronées :** Bien entendu, il faut prendre en compte des considérations telles que la stabilité et les contrôles réglementaires avant d'aborder un nouveau marché, mais il faut également prendre en compte des facteurs tels que les caractéristiques socio-économiques de la population et les perspectives économiques du pays. Par exemple, si un assureur veut s'installer dans un pays dans lequel le contrôle lui paraît insuffisant, plutôt que de retarder son entrée, il pourrait chercher à soutenir et à encourager la formalisation rapide des règles appropriées.

**Préférer les éléphants aux fourmis :** Les entreprises ont tendance à croire que, pour avoir des grands résultats, il faut viser les grands du marché. Cette vision peut conduire les entreprises à ignorer les opportunités offertes par une multitude de personnes qui font chacune quelque chose de petit, ce qui est très souvent le cas en Afrique. Par exemple, la laiterie « Sameer Agriculture and Livestock Limited » (SALL) en Ouganda gère le plus grand réseau de collecte de lait de l'Afrique Orientale, qui regroupe 140.000 fermiers.

**Méconnaître la politique :** En Afrique les élections peuvent encore être turbulentes et le comportement éthique être un défi, mais il faut également prendre en compte la contagion des coups d'état militaires qui fait que des acteurs peuvent être surpris de se trouver exclus sans préavis suivant une élection, ou un putsch car les anciennes règles et accords peuvent se trouver renversées du jour au lendemain.

**Partenariat locaux :** Pour assurer une réflexion africaine basée sur le risque, il faut une intelligence profondément locale. Les organismes qui voudraient investir dans plusieurs états du continent devraient penser à engager des partenaires locaux pour obtenir un entendement plus complet du contexte culturel, plutôt que de se fier uniquement à une vision uniforme, voire occidentalisée, du risque.

Avant même d'évoquer les risques émergents peut-être convient-il de dresser un tableau des échanges de l'Afrique avec le reste du monde. Plus de six fois le montant de l'aide au développement à l'Afrique quitte le continent - principalement aux mêmes pays qui fournissent cette aide.

Bien que l'Afrique subsaharienne reçoive 130 milliards d'Euros chaque année en prêts, investissements étrangers et aide au développement, les recherches publiées mardi par un groupe d'ONG britanniques et africaines suggèrent que 185 milliards d'Euros quittent la région, laissant un déficit de 55 milliards de dollars.

Le Guardian rapporte aujourd'hui que « *Les pays occidentaux utilisent l'aide à l'Afrique comme un écran de fumée pour cacher le pillage soutenu du continent car il perd près de 60 milliards de dollars par an à cause de l'évasion fiscale, de l'atténuation des changements climatiques et de la fuite des profits réalisés par les multinationales étrangères.* »

La perception que cette aide aux pays africains « *a facilité une réalité perverse dans laquelle le Royaume-Uni et d'autres gouvernements riches célèbrent leur générosité tout en aidant simultanément leurs entreprises à drainer les ressources de l'Afrique.* » Le rapport. Il souligne en outre

que les multinationales étrangères siphonnent 42 milliards d'Euros de l'Afrique subsaharienne chaque année, tandis que 32 milliards de dollars sont transférés de l'Afrique vers les paradis fiscaux du monde entier chaque année.

L'étude, qui note également que les gouvernements africains dépensent 20 milliards d'Euros par an pour le remboursement de la dette, appelle à une révision et à une ouverture du système d'aide. Encore faut-il rappeler à ce stade que ces montants ne tiennent pas compte des échanges avec la Chine et la Russie.

Par delà les risques liés au changement climatique qui doit être largement développé ici, force est de tenir compte de l'évolution géopolitique de l'Afrique où les pays qui sont gouvernés sous forme de démocraties à l'occidentale sont devenus une petite minorité encore faudrait-il souligné l'impact de la corruption sur le développement économique et social, même si les démocraties des plus développées en Europe et en Amérique du Nord ne sont pas immunes de ce fléau.

Même dans une grande démocratie comme l'Afrique du Sud force est de constater que des évolutions inquiétantes se font jour. Par exemple, le 27 février 2024, l'Assemblée nationale sud-africaine a lancé un processus visant à modifier la Constitution de ce pays afin de permettre l'expropriation de terres sans indemnisation. Si elle est mise en œuvre, la mesure détruira le règlement politique qui a permis un transfert pacifique du pouvoir de la minorité blanche à la majorité noire en 1994 et, malgré une intention généreuse, pourrait précipiter l'effondrement économique dans le pays le plus développé d'Afrique avec des conséquences sur l'ensemble des pays Africains.

Il n'est possible d'ignorer la déstabilisation qu'entraînent les mouvements terroristes qui frappent de nombreux pays comme le Mali, le Burkina-Faso et le Niger sans oublier leurs activités au Nigéria et dans l'extrême nord du Cameroun, et au Gabon, même si les médias s'en font peu l'écho.

Toutefois, à ce stade les deux grands domaines de risques qui menacent le continent sont ceux résultant du réchauffement climatique et ceux de la santé où les leçons du Covid sont encore à tirer.

### ***Les risques liés au réchauffement climatique :***

Dans une étude parue fin 2021 « Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2050 » de la Fédération Française de l'Assurance (FFA), les assureurs évaluent que d'ici 30 ans, le coût des sinistres climatiques devrait quasiment doubler. Le changement climatique contribuerait pour plus d'un tiers à cette augmentation. Les assureurs appellent à une plus forte culture du risque et une meilleure prévention afin que l'on connaisse mieux les risques auxquels nous sommes exposés.

Les intempéries et les *catastrophes naturelles* n'ont pas épargné le monde en 2023. Selon une estimation du réassureur Swiss Ré publiée en fin d'année, les pertes dans l'assurance en 2023 vont dépasser la barre des 100 milliards de dollars (92,8 milliards d'euros) à cause de ces phénomènes météorologiques. Une situation déjà vue puisque ce montant a déjà été atteint ces trois dernières années.

Parmi les événements naturels dévastateurs et coûteux, le tremblement de terre en Turquie et en Syrie a été la catastrophe naturelle la plus coûteuse de l'année jusqu'à présent avec six milliards de dollars, indique dans un communiqué le groupe qui fait office d'assureur pour les assureurs. Mais les pertes engendrées par les orages sévères ont atteint un plus haut historique à 60 milliards de dollars, selon les estimations.

Quelques catastrophes récentes en Afrique :

→ ***Le cyclone Daniel en Libye*** : D'après les autorités locales, le chiffre officiel des victimes du cyclone Daniel était de 3 875 morts.

Douze jours plus tard, le 23 septembre 2023, un sauveteur sud-africain résume l'ampleur du cataclysme qui s'est abattu sur la ville : « *En trente ans d'interventions extérieures, je n'ai jamais vu cela.* » Sur le point de quitter le pays, le chef de la mission dépêchée par Pretoria est alors en train d'évacuer l'une des très rares équipes de secours professionnelles venues de l'étranger pour retrouver des survivants.

- **Les inondations en Tunisie :** D'importantes précipitations ont été signalées, à partir du 17 décembre 2023, sur la quasi-totalité du territoire tunisien. Les fortes pluies ont causé des inondations et ont rendu certaines routes inutilisables.

Pour ce qui est de l'autoroute A1, la circulation était complètement bloquée durant le soir au niveau du tronçon Sousse-Sfax. La Garde nationale a affirmé qu'il était possible d'emprunter la route nationale. Néanmoins, les conducteurs sont appelés à faire preuve de vigilance en raison du ruissellement des eaux. La Garde nationale a indiqué que les conducteurs et les piétons étaient appelés à éviter les crues et les points d'accumulation d'eau.

Plusieurs autres routes ont, également, été paralysées suite aux fortes précipitations. Plusieurs conducteurs ont indiqué que le tunnel de Radès était inutilisable. De même pour une grande partie des routes se trouvant à Fouchana, notamment aux alentours de la zone industrielle.

Les dernières informations disponibles évoquent une impossibilité d'emprunter la GP1, au niveau de Fondouk Jedid et au niveau de l'hôpital de traumatologie et des grands brûlés de Ben Arous, de la route liant Ben Arous à Mégrine-Saint Gobain et de la circulation aux alentours du rond-point de Ben Daha.

L'Institut national de météorologie (INM) avait publié, le 19 septembre 2023, un communiqué pour répondre aux rumeurs ayant circulé sur la toile et présageant à la Tunisie des catastrophes naturelles semblables à ce qui s'est produit au Maroc ou en Libye.

L'INM a appelé tous les utilisateurs de données météorologiques à faire preuve de prudence et à vérifier les données auprès des sources officielles, rappelant que ses services publient plusieurs bulletins quotidiens et ne manquent pas de publier des communiqués d'alerte en cas de phénomènes météorologiques exceptionnels.

On rappellera qu'une rumeur a largement circulé sur les réseaux sociaux, évoquant des données partant d'un modèle suisse qui prédit des pluies pouvant atteindre 400mm dans les prochains jours. Un scénario qui a très vite fait paniquer les internautes, encore traumatisés par les inondations qui ont frappé la Libye et fait des milliers de morts avec l'impact que l'on peut imaginer sur l'activité essentielle en Tunisie, à savoir le tourisme.

- **Le Tremblement de terre au Maroc :** Le **séisme**, survenu le 8 septembre 2023 à 22 h 11 min 2,2 s UTC (23 h 11 locale), est le plus important tremblement de terre enregistré par des stations sismiques de l'histoire du pays, avec une *magnitude* qui atteint  $M_w = 6,7$  à  $6,9$ <sup>Note 1</sup>.

L'épicentre du séisme se trouve dans le Haut Atlas à 71,8 km au sud-ouest de Marrakech, dans la commune rurale d'Ighil, province d'Al Haouz, région de Marrakech-Safi. L'hypocentre est calculé à une profondeur de 12 à 24 km selon les modes de détermination. Ce premier séisme est suivi 20 minutes plus tard d'une importante réplique de magnitude  $M_w$  4,9.

Selon les informations publiées par le CSEM le 10 septembre, le séisme a été suivi par une vingtaine de répliques de magnitude allant de 2,2 à 4,8. Ces événements sont pour la plupart localisés au nord-est de l'épicentre du séisme principal, ce qui suggère que la rupture sismique s'est propagée dans cette direction.

Le bilan provisoire publié le 27 septembre par le *ministère de l'Intérieur* fait état de 2 960 morts et 6 125 blessés, près de 90 % des victimes étant recensées dans les seules provinces d'Al Haouz et de Taroudant. Les secousses provoquent d'importants dégâts et l'effondrement de nombreux

bâtiments, et sont ressenties dans plusieurs régions du *Maroc* ainsi qu'au sud de l'*Espagne*, au sud du *Portugal*, au nord de la *Mauritanie* et au sud-est de l'*Algérie*.

Ce séisme pourrait coûter au Maroc jusqu'à 9 Milliards d'Euros soit 8% de son PIB. Cette facture conséquente sera principalement supportée par l'État lui-même, explique aussi le média marocain, qui a mis en place un fonds spécifique pour les destructions engendrées par le séisme, financé par les dons de différentes structures, davantage que sur des mécanismes d'assurances. Au final, le royaume a annoncé ce jeudi 21 septembre un budget de près de 11 milliards d'euros destiné à la reconstruction, au relogement et à la valorisation des zones touchées au sud de Marrakech.

Au-delà des événements décrits ci-dessus, les sécheresses au Soudan et en Ouganda, le cyclone Freddy au Malawi et les inondations au Nigeria et en Afrique du Sud ont fait un nombre impressionnant de morts. Certaines catastrophes récentes peuvent être attribuées au changement climatique d'origine humaine.

En une année extrême pour le climat de la Terre, la plus chaude jamais enregistrée, le réchauffement climatique s'est combiné au phénomène El Niño et à d'autres facteurs pour provoquer un temps « fou » à travers le monde, y compris en Afrique. Le continent a fait face à une série d'événements météorologiques extrêmes mortels et, dans de nombreux cas, sans précédent cette année.

Les inondations provoquées par les médicaments en Libye, qui ont tué plus de 11 300 personnes en septembre, ont été de loin les plus meurtrières. Mais alors que les inondations en Libye et en Tunisie ont fait les manchettes mondiales, de nombreux autres événements extrêmes mortels en Afrique n'ont pas fait la une de l'actualité internationale.

Carbon Brief a combiné des données sur les catastrophes, des rapports humanitaires et des reportages locaux pour créer un tableau plus complet de l'ampleur des impacts météorologiques extrêmes en Afrique en 2023 à ce jour.

L'enquête montre qu'au moins 15700 personnes ont été tuées lors de catastrophes météorologiques extrêmes en Afrique en 2023 ; 34 millions de personnes supplémentaires ont été touchées par les extrêmes. Au cours de la dernière année, l'Afrique a connu cinq de ses 30 catastrophes météorologiques les plus meurtrières depuis le début de la tenue des registres en 1900, selon les statistiques de l'EM-DAT, la base de données internationale sur les catastrophes. Cela inclut les décès causés par le cyclone Freddy, qui a touché terre au Mozambique le 11 mars 2023, en tant que tempête de catégorie 2 avec des vents de 180 Km/h, provoquant des inondations maintenant responsables de 1434 morts. La recherche a révélé que de nombreuses catastrophes récentes affectant le vaste continent peuvent être attribuées au changement climatique d'origine humaine.

De graves inondations fin avril et début mai en RDC et au Rwanda ont fait au moins 574 morts. Des milliers d'autres personnes sont portées disparues et le nombre de morts devrait augmenter considérablement, selon Aon. C'est la sixième catastrophe météorologique la plus meurtrière jamais enregistrée en Afrique depuis 2022.

Pour revenir sur le cyclone Freddy, il a été le cyclone tropical le plus meurtrier jamais enregistré pour l'Afrique, dépassant le cyclone Idai de 2019. Freddy a laissé 679 morts et 537 personnes portées disparues et présumées mortes au Malawi, avec des morts supplémentaires à Madagascar (17), au Mozambique (198), au Zimbabwe (2) et à Maurice (1). Freddy est maintenant le deuxième cyclone tropical le plus meurtrier de tout l'hémisphère sud, derrière un cyclone anonyme de 1973 en Indonésie qui a tué 1650 personnes.

En plus de Freddy en 2023, les récentes catastrophes mortelles comprennent quatre à partir de 2022 : sécheresse en Ouganda (2465 morts), inondations en Afrique de l'Ouest (876 morts, dont 603 au Nigeria), inondations en Afrique du Sud (544 morts), plus une catastrophe EM-DAT ne liste pas : sécheresse en Somalie. Selon une étude réalisée en février 2023 par la London School of Hygiene & Tropical Medicine, il y a eu 43 000 décès supplémentaires. Cette étude a averti que le taux de

mortalité pourrait augmenter et prédit une augmentation de 18100 à 34200 décès dus à la sécheresse en Somalie au cours du premier semestre 2023.

En raison des populations pauvres et vulnérables de l'Afrique et de la gamme relativement étroite des variations climatiques de l'Afrique, le continent devrait subir l'un des impacts du changement climatique les plus graves de tous les endroits sur Terre. Alors que le grand nombre de catastrophes météorologiques mortelles en Afrique au cours de l'année écoulée a résulté en partie du rare événement de trois ans La Niña dans le Pacifique oriental, la série d'événements mortels pourrait bien être un signe avant-coureur du type d'impacts climatiques dangereux qui deviendront de plus en plus courants pour les peuples des continents.

Le bilan des phénomènes météorologiques extrêmes sur la population africaine en 2023 est un rappel brutal des raisons pour lesquelles le monde développé doit assumer la responsabilité des « pertes et dommages » causés par le changement climatique avec les événements tels que.

- Inondations
- Cyclones
- Vagues de chaleur
- Feux de forêt
- Sécheresse et famine

Les Cartes des extrêmes montrent bien la vulnérabilité existentielle pour l'Afrique mais les extrêmes africains ne sont pas signalés, sans doute en grande partie du fait de la sous-assurance extrême du continent.

### ***Les risques liés au domaine de la santé :***

Les décisions concernant les priorités et les politiques de santé de l'Afrique ne devraient plus exclure les parties prenantes les plus importantes. Pendant des décennies, les priorités sanitaires, les politiques, les sources de financement et l'accès aux médicaments en Afrique ont été largement façonnés par des organisations internationales, des bailleurs de fonds, des consortiums et des conférences basées dans le nord du monde. La notion selon laquelle l'Afrique a toujours une « capacité limitée » et une « main-d'œuvre non qualifiée » signifie que le financement est souvent acheminé par des « experts » et des entités du Nord, plutôt que directement vers des organisations ou des programmes locaux du Sud. Cette approche empêche des progrès durables.

La pandémie de covid-19 a renforcé la nécessité pour l'Afrique de prendre en charge son propre programme de santé. Malgré les craintes que le continent soit dévasté par le virus, les institutions de santé publique comme les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) ont agi rapidement pour coordonner une réponse continentale. En partenariat avec les instituts nationaux de santé publique, les ministères de la Santé et d'autres partenaires locaux, régionaux et internationaux, l'Africa CDC a soutenu la surveillance, les tests, la gestion de cas et plus encore, ainsi que la création de nouveaux partenariats entre les secteurs.

Africa CDC s'est imposé comme la principale agence de santé publique du continent, montrant pourquoi nous avons besoin d'institutions fortes dirigées par l'Afrique qui peuvent fournir aux pays des conseils, des ressources et un soutien technique en temps de crise.

Malheureusement, la pandémie nous a également rappelé qu'en matière de santé « mondiale », l'Afrique reste au bout de la file pour accéder aux médicaments essentiels. Sans le pouvoir d'achat nécessaire pour concurrencer les pays les plus riches, les pays africains ont été laissés pour compte alors que les pays du nord du monde accumulaient des doses de vaccins contre la COVID-19. Les déploiements de vaccins à travers le continent ont été affectés par les restrictions de brevets, les pénuries d'approvisionnement et les retards de livraison. Malgré des efforts concertés, seulement 25 % de la population éligible à travers le continent a été entièrement vaccinée contre le covid-19 à ce jour. L'Afrique fait également face à de multiples épidémies simultanées de maladies infectieuses.

Un certain nombre de cas d'ébola virus soudanais en Ouganda est l'une de ces flambées récentes, nécessitant une réponse robuste et rapide pour être contenue.

Des partenariats et des institutions axés sur l'Afrique, comme le Partenariat pour la fabrication de vaccins en Afrique (PAVM), la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et l'Agence africaine des médicaments (AMA), seront essentiels pour relever collectivement ces défis. Grâce à la collaboration, au façonnement du marché, à l'investissement national, au plaidoyer et au partage des connaissances, ces partenariats et institutions locaux ont le potentiel d'inaugurer une nouvelle ère pour la santé publique en Afrique.

Toutefois, « dirigé par l'Afrique » ne signifie pas « uniquement africain ». Les acteurs mondiaux ont encore un rôle à jouer. Les défis sanitaires de l'Afrique sont vastes et ne peuvent être maîtrisés par les frontières. Trouver des solutions nécessitera une large coalition de partenaires. Les partenaires internationaux devraient continuer à investir dans la santé en Afrique, mais nous devons reconnaître que le modèle caritatif axé sur les donateurs ne fonctionne plus. Les partenariats doivent être innovants, orientés vers l'action, durables et respectueux des priorités sanitaires et des besoins urgents de l'Afrique.

Au-delà de ces initiatives, l'Afrique a besoin de plates-formes de santé continentale solides qui peuvent faciliter le partage des connaissances et favoriser une plus grande collaboration entre les pays pour aider à orienter le programme de santé du continent.

Un examen récent de 112 conférences mondiales sur la santé qui ont eu lieu au cours de trois décennies dans 38 pays a révélé que 96 % de ces événements ont eu lieu dans des pays à revenu élevé ou moyen<sup>2</sup>. Les participants de pays à faible revenu se sont heurtés à de nombreux obstacles à la participation, y compris des difficultés financières, les restrictions relatives aux visas, la discrimination et le racisme, selon l'examen. Cela est devenu de plus en plus évident au cours de la dernière année, avec les récentes controverses sur les visas et l'entrée à la frontière lors de la 24<sup>e</sup> Conférence internationale sur le sida au Canada<sup>3</sup>, le Sommet mondial de la santé en Allemagne et le septième Symposium mondial sur la recherche sur les systèmes de santé en Colombie.

Ces inégalités limitent non seulement la représentation, mais remettent également en question l'impact réel de ces rencontres internationales. Comment les conférences sur la santé mondiale peuvent-elles faire avancer les choses, alors que les personnes les plus touchées n'ont pas de place à la table de décision?

Un changement de paradigme est attendu depuis longtemps. Des conférences comme la 2<sup>e</sup> Conférence internationale sur la santé publique en Afrique (CPHIA 2022) sont une étape cruciale pour changer les déséquilibres de pouvoir qui caractérisent le paysage mondial de la santé. La conférence, organisée et conçue par des dirigeants et des experts de la santé africains et organisée cette année à Kigali, au Rwanda, offre une plate-forme unique permettant aux chercheurs, aux décideurs et aux parties prenantes africains de se réunir et de partager leurs perspectives et leurs résultats de recherche en mettant l'accent sur le renforcement de la collaboration scientifique et de l'innovation à travers le continent.

Davantage de conférences et de plateformes mondiales de santé devraient suivre pour assurer que les conversations sur les priorités de santé de l'Afrique n'excluent pas le plus important acteur : le peuple africain.

Aujourd'hui plus que jamais, l'Afrique doit prendre l'initiative dans la prise de décisions concernant les questions de santé qui affectent le continent. Cela signifie que les pays et les institutions africains doivent déterminer leurs priorités en matière de santé, leurs contextes locaux et leurs programmes de recherche. L'expertise et les données acquises localement devraient éclairer les politiques et les programmes de santé. Et des réunions de santé publique, des conférences et d'autres plateformes de collaboration devraient être organisées par les dirigeants africains sur le sol africain.



Bien que l'histoire de la santé en Afrique ait été façonnée par des déséquilibres de pouvoir mondiaux, l'avenir est prometteur. Grâce à des institutions locales solides, des partenariats respectueux et des plateformes de collaboration dirigées par l'Afrique, nous pouvons assurer un avenir plus sain et plus équitable pour tous.

Toutefois, deux maladies sont endémiques en Afrique et elles supposent un traitement spécifique :

→ **EBOLA & COVID 19** : L'épidémie de maladies transmissibles a augmenté ces derniers temps; les plus récentes sont la maladie à virus Ebola (MVE) et le COVID-19. Ces maladies ont eu des impacts différents sur la société et l'écosystème. Cependant, les niveaux de préparation des gouvernements et des établissements de santé publique pour atténuer et contrôler ces maladies sont à la base de ces impacts.

Par conséquent, il convient d'explorer ces impacts, les interventions gouvernementales et institutionnelles et leur lien vers la gestion efficace de ces crises. Une revue critique de la littérature empirique a été adoptée pour l'approche méthodologique et la synthèse narrative utilisées pour l'analyse. Les résultats montrent que la maladie à virus Ebola a eu divers impacts sur l'Afrique de l'Ouest; économiquement par la perte de revenus des activités économiques en raison de la maladie généralisée parmi les travailleurs et des restrictions de mouvement.

La MVE a également eu des impacts sociaux importants, tels que la réduction de la cohésion communautaire, la fermeture d'écoles et d'entreprises, les pertes d'emplois, l'insécurité alimentaire et la morbidité et la mortalité élevées. Bien que de bons efforts aient été faits par différents pays en collaboration avec des organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé pour lutter plus efficacement contre les épidémies, La récente pandémie de COVID-19 a toutefois mis en évidence des faiblesses majeures dans la capacité de la plupart des pays africains à y faire face.

Les faibles capacités de dépistage et de traitement, les établissements de santé inadéquats, les mauvaises mesures incitatives pour les travailleurs de la santé, les systèmes de gouvernance déficients, le contrôle insuffisant des frontières et les capacités de sensibilisation et de recherche ont nui à la capacité de contrôler les éclosions de maladies. Il est donc nécessaire de renforcer les systèmes de santé à travers l'Afrique en améliorant la mobilisation des ressources, la formation du personnel et la coordination des stratégies d'investissement pour soutenir la préparation du système de santé à gérer les futures épidémies émergentes ou ré-émergentes.

L'épidémie de maladie à virus Ebola a montré la nécessité de renforcer les capacités pour faire face aux épidémies potentielles avant de lancer une réponse. Cela implique des préparatifs au niveau du sol à l'échelle nationale pour les réponses aux épidémies et aux urgences. Ces préparatifs doivent comprendre, sans s'y limiter, des compétences en coordination et en leadership, un soutien technique, une communication fonctionnelle, un système de santé, une logistique et une gestion des ressources humaines. L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest révèle en outre que la plupart des épidémies ont des impacts transnationaux.

Cela signifie que les gouvernements nationaux doivent collaborer très étroitement avec les agences internationales telles que l'OMS et d'autres pays pour une réponse efficace aux épidémies et aux urgences. Bien que l'OMS ait fourni un soutien sous forme d'assistance technique et d'aide aux pays touchés par le virus Ebola (rôle qu'ils ont joué dans plusieurs autres épidémies), des experts ont observé que le manque de capacités et la réponse tardive à l'épidémie constatées dans le cas de la MVE et de la récente pandémie de COVID-19 par certains gouvernements nationaux suggère que chaque pays doit se préparer et répondre aux épidémies et aux urgences d'une manière qui complète véritablement les efforts et le soutien de l'OMS.

→ **Malaria** : La malaria tue encore beaucoup trop d'enfants et d'adultes en Afrique, c'est pourquoi elle fait l'objet de nombreuses recherches. En mars 2022, le Programme national d'élimination du paludisme en Éthiopie a appelé à une réunion d'urgence sur une épidémie de paludisme à

Dire Dawa, la deuxième plus grande ville du pays, avec une population d'environ 465000 habitants.

Au cours des cinq premiers mois de 2022, le nombre de cas de paludisme a atteint 2 425, soit 12 fois plus qu'en 2019.

Une équipe éthiopienne, avec des collègues internationaux, a découvert que la cause de l'épidémie était l'afflux d'espèces de moustiques résistants aux insecticides, *Anopheles stephensi*, qui n'avaient pas été trouvées dans la région avant 2018. Le moustique transportait le parasite responsable du paludisme *Plasmodium falciparum*, qui était la cause prédominante des cas de paludisme entre 2019 et 2022.

En trois mois environ, l'équipe avait terminé la collecte de données et s'était lancée dans des travaux de laboratoire et des analyses de données pendant deux mois supplémentaires. Dans leur étude, publiée dans *Nature Medicine*, Tadesse et ses collègues ont confirmé que le moustique, répandu en Asie du Sud, est à l'origine de la propagation du paludisme résistant aux médicaments et aux diagnostics en Afrique, sapant les efforts déployés pour lutter contre la maladie.

Des expériences génétiques récentes publiées dans *Science Advances* suggèrent qu'une mutation spécifique dans *Plasmodium falciparum* provoque une forte résistance à plusieurs antipaludiques de première intention, dont la pipéraquline (PPQ) et l'artémisinine. L'étude *Science Advances* a également révélé qu'une variante génétique responsable de la résistance au PPQ pourrait accroître la susceptibilité à un autre médicament antipaludique, le luméfántrine, et que la combinaison des deux médicaments peut aider à contrer cette résistance. « Ces [croisements génétiques] seront essentiels pour identifier la base génétique de la résistance de *P. falciparum* aux thérapies combinées de première intention, qui semble imminente en Afrique », déclarent les chercheurs dans leur rapport.

Les chercheurs à l'origine de l'étude *Nature Medicine* se réfèrent à leurs conclusions comme "les preuves les plus solides à ce jour du rôle d'*Anopheles stephensi* dans la propagation d'une épidémie de paludisme urbain en Afrique, mettant en évidence la menace majeure de santé publique que ce moustique à propagation rapide pose."

Tadesse explique que les résultats récents indiquent de nouveaux défis dans la lutte contre le paludisme, qui ne se propage généralement pas en milieu urbain et que les programmes de contrôle étaient principalement axés sur les zones rurales mais elle apporte de nouveaux défis dans des contextes où nous ne voyons normalement pas de paludisme. Avec l'expansion rapide d'une urbanisation mal planifiée, la propagation d'*Anopheles stephensi* mettra en danger de nombreux citadins.

C'est pourquoi dans un tel contexte, les avancées vers une vaccination suggèrent une percée spectaculaire vers l'éradication de la malaria. Ce vaccin est en préparation depuis 30 ans. Il s'appelle RTS,S. Il a été développé par GlaxoSmithKline en partenariat avec des organisations de santé mondiales. Et cela a pris tellement de temps parce que le parasite qui cause le paludisme est complexe. Elle subit des mutations qui ont également réduit l'efficacité des outils existants contre elle, les moustiquaires imprégnées d'insecticide, les médicaments.

En outre, la forme de paludisme contre laquelle ce nouveau vaccin est conçu a été particulièrement dévastatrice pour les jeunes enfants africains, tuant près d'un demi-million d'enfants de moins de 5 ans chaque année. Il est donc historique que ce vaccin soit enfin prêt pour un déploiement de routine. Une organisation à but non lucratif appelée Value Health Africa aide aux préparatifs dans le premier pays qui commence, le Cameroun où l'anticipation est palpable. Et il y a 19 autres pays en Afrique qui prévoient d'introduire la vaccination de routine avec le vaccin en 2024 ou 2025.



Les responsables de la santé préviennent que le vaccin n'est pas une solution miracle. La recommandation actuelle est de l'administrer en quatre doses distinctes espacées dans le temps, ce qui peut être un défi. Et il n'a été démontré que pour réduire les maladies graves chez les jeunes enfants d'environ 30%.

Toutefois, les responsables de la santé notent que tant d'enfants contractent le paludisme en Afrique qu'avec ce faible taux d'efficacité, le vaccin devrait sauver des dizaines de milliers de vies. Et c'est probablement parce que lorsqu'un enfant contracte le paludisme, cela augmente ses chances de mourir de tant d'autres maladies et conditions qu'il pourrait également avoir - salmonelle, VIH, malnutrition. Ainsi, dans les endroits où le vaccin antipaludique RTS,S a été testé, le nombre total de décès chez les jeunes enfants, quelle qu'en soit la cause, a diminué de 13 %. De plus, les fonctionnaires disent que le vaccin devrait être jumelé à d'autres interventions comme des moustiquaires et des médicaments.

L'OMS a approuvé un deuxième vaccin. Et Gavi, l'organisation internationale qui aide à faciliter et à subventionner tout cela, dit qu'elle travaille déjà à connecter sept pays africains avec des doses de ce vaccin. En ce qui concerne l'offre, les responsables de la santé disent qu'ils s'attendent à être en bonne forme.

## Vers une nouvelle normalité

Au-delà du secteur de la santé, la pandémie de COVID-19 a profondément modifié la façon dont les organismes mènent leurs activités, et les effets perdureront pendant longtemps. Beaucoup de gens parlent de la façon de faire face à cette « nouvelle normalité ». Le risque spéculatif (choisi) peut être décrit comme tout ce qui menace la capacité d'un organisme à réaliser sa stratégie. L'incapacité de bien gérer les risques spéculatifs se traduit souvent par une incapacité à fournir des services attendues par les parties prenantes, ce qui entraîne une réduction de la rentabilité et des flux de trésorerie et, dans certains cas, menace même la survie de l'entreprise. Pour les cadres dirigeants, l'accent traditionnel mis sur les risques spéculatif a été mis sur ce qu'ils appellent la gestion stratégique des risques et la gouvernance d'entreprise. Mais encore faut-il prendre en compte les risques opérationnels<sup>1</sup> ou accidentels (subis ou ancillaires).

S'il est vrai que les crises font partie des leviers essentiels qui font évoluer les peuples et les sociétés, il est tout aussi vrai qu'elles comportent en elles des facteurs de contagion qui passent au travers des frontières et barrières économiques, financières, douanières, sociologiques. La crise mondiale actuelle est l'illustration de l'interdépendance des économies du monde et surtout de l'idée de communion et même de communauté des risques et des dangers. On peut alors paraphraser la déclaration de Philadelphie pour dire : « *Les risques, quels qu'ils soient et où qu'ils soient, constituent un danger pour tous.* » C'est ce principe ou cette réalité qui explique le fait que l'Afrique, aussi loin des spéculations suicidaires boursières, aussi éloignée des artifices économiques et financiers a dû subir les conséquences ravageuses d'une crise mondiale d'une telle ampleur.

Une catastrophe mondiale a au moins des conséquences hémisphériques avec des effets majeurs qui durent au moins plusieurs années et des pertes économiques totalisant plusieurs billions d'Euros, soit au moins 1 % du PIB mondial.

Quatre risques catastrophiques mondiaux (RCM) sur lesquels les dirigeants publics et privés africains devraient focaliser leurs efforts ont l'élévation du niveau de la mer (d'ici 2100) avec l'impact sur le golfe du Bénin et la côte sénégalaise, une pandémie équivalente à la pandémie de grippe de 1918-1919 alors que la pandémie de Covid 19 semble avoir largement épargné l'Afrique, un indice d'explosivité volcanique (VEI) éruption (d'une magnitude similaire à l'éruption de 1815 du Tambora), et une tempête géomagnétique d'une ampleur à peu près égale à celle de l'événement de 1859 à Carrington.

---

<sup>1</sup> La définition de la Banque des Règlements Internationaux : « *Le risque de perte découlant de processus, de personnes et de systèmes internes inadéquats ou défectueux ou d'événements externes.* »

On peut craindre que ces quatre catastrophes mondiales/risques naturels – un exacerbé par l’homme au moins, un biologique en grande partie, un géologique et un de l’espace – aient des conséquences sur l’économie mondiale, pour plusieurs pays, et une grande partie de la population mondiale.

Professeur Jean-Paul Louisot, MBA, ARM, FIRM  
Docteur ès Sciences de Gestion de la Sorbonne  
Anc. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
Managing Partner – JPLA\_Constantants LLC  
Veuves, le 17 mars, 2024

### Bibliographie :

1. **Analysis: Africa’s unreported extreme weather in 2022 and climate change -**  
<https://www.carbonbrief.org/analysis-africas-unreported-extreme-weather-in-2022-and-climate-change/>
2. **Analysis: Africa’s extreme weather has killed at least 15,000 people in 2023 -**  
<https://www.carbonbrief.org/analysis-africas-extreme-weather-have-killed-at-least-15000-people-in-2023/>
3. **Five of Africa’s top 30 deadliest weather disasters have occurred since 2022 -**  
<https://yaleclimateconnections.org/2023/05/five-of-africas-top-30-deadliest-weather-disasters-have-occurred-since-2022/>
4. **Africa needs to take the lead in shaping the future of health on the continent -**  
<https://www.bmj.com/content/379/bmj.o2999>
5. **Two years of COVID-19 in Africa: lessons for the world -** <https://www.nature.com/articles/d41586-021-03821-8>
6. **Africa needs to take the lead in shaping the future of health on the continent -**  
<https://www.bmj.com/content/379/bmj.o2999>
7. **How has COVID-19 hit Africa? Here's what the data tells us -** Oct 21, 2021 -  
<https://www.weforum.org/agenda/2021/10/why-africa-must-gather-its-own-data-to-tackle-the-pandemic/>
8. **Impacts of Ebola disease outbreak in West Africa: Implications for government and public health preparedness and lessons from COVID-19 -** N.A. Onyekuru,<sup>a,b</sup> E.J. Ihemezie, C.P. Ezea, C.C. Apeh, and B.O. Onyekuru - <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9759305/>
9. **New malaria parasites increase health threat in Africa -** <https://doi.org/10.1038/d44148-023-00370-2>
10. **In Africa, world health officials roll out first routine malaria vaccine -**  
<https://www.npr.org/2024/01/24/1226713189/in-africa-world-health-officials-roll-out-first-routine-malaria-vaccine>
11. **UN-backed report reveals rising climate change risk across Africa -** 18 October 2021 *Climate and Environment* - <https://news.un.org/en/story/2021/10/1103362>
12. **Four Global Catastrophic Risks – A Personal View -** Risk Frontiers, Sydney, NSW, Australia -  
<https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/feart.2021.740695/full>